



Convention de partenariat portant sur la rédaction du
schéma communal de défense extérieure contre l'incendie
de la commune de (indiquer le nom de la commune)

Entre les soussignés :

Le Service Départemental d'incendie et de Secours de la Seine-Maritime, 6 rue du Verger – CS40078 – 76192 YVETOT Cedex

Représenté par son Président, Monsieur André GAUTIER dûment habilité à l'effet des présentes par la délibération XX-XXX-XXX du conseil d'administration du XX XXX XX,

Ci-après dénommé, « Sdis 76 »

d'une part,

Et

La commune de XXXXXXXXXXXXXXXX (indiquer le nom de la commune) représentée par Madame/Monsieur XXXXXXXXXXXXXXXX (indiquer prénom et nom du Maire), en qualité de Maire,

Ci-après dénommée « la commune »

d'autre part,

Préambule

Le Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie (RDDECI) a été arrêté le 28 avril 2022 par Monsieur Pierre-André DURAND, Préfet de la Seine-Maritime.

Ce règlement prévoit que les communes ont la possibilité de réaliser un schéma communal de DECI (SCDECI) afin de planifier leurs actions relatives à la DECI de manière efficiente en garantissant une maîtrise des coûts.

L'avis du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) est requis pour vérifier la concordance des schémas projetés avec le RDDECI en tant que conseiller technique.

L'application sur les territoires du RDDECI nécessite une technicité et des connaissances particulières, notamment en ce qui concerne l'analyse des risques et la mise en œuvre opérationnelle des moyens de lutte contre l'incendie, que nombre de communes ne possèdent pas.

Ainsi, une majorité de maires, essentiellement ruraux, se sont tournés vers le Sdis 76 afin d'être accompagnés dans l'évaluation des risques de leur commune et envisager une défense extérieure contre l'incendie optimale.

Cette démarche d'accompagnement, nécessaire et ayant démontré toute sa plus-value a incité le Sdis 76 à aller plus loin, en proposant aux maires qui le souhaitent, et qui ont déjà pris l'arrêté communal de DECI, la réalisation de leurs schémas communaux de DECI, outil indispensable à la planification du renforcement, de l'aménagement et du développement de la DECI.



Vu l'arrêté n° 2022-04-28-01 du 28 avril 2022 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre les incendies,

Vu l'arrêté communal de DECI de la commune de..... en date du

Vu la délibération n°DBCA-2022-026 du bureau du Conseil d'administration autorisant la réalisation par le Sdis des schémas communaux de défense extérieure contre l'incendie,

Vu la délibération n°DCA-2022-002 portant création de deux postes de techniciens afin de réaliser les schémas communaux au profit des communes,

Vu la délibération du Conseil municipal de la commune de XXXXXXXXX en date du XXXXXXXX

Vu la nécessité pour les communes de procéder à une analyse des risques en vue de la mise en place de la défense contre les incendies sur le territoire communal ou intercommunal,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : L'OBJET DE LA CONVENTION

La convention porte sur l'élaboration du Schéma Communal de Défense Extérieure Contre l'Incendie (SCDECI) dont l'objectif est de connaître l'état de l'existant de la défense incendie, les carences constatées et les évolutions prévisibles des risques à venir.

Sur la base d'une analyse des risques d'incendie bâtimentaires, le SCDECI doit permettre à chaque maire ou président d'EPCI à fiscalité propre de connaître sur son territoire communal ou intercommunal l'état de l'existant de la défense incendie, les carences constatées et les priorités d'équipements, et les évolutions prévisibles des risques.

Ce schéma est élaboré pour chaque commune à l'initiative du maire qui l'arrête après avis du Sdis et des autres partenaires compétents.

La présente convention précise les termes de la collaboration entre la commune et le Sdis 76 afin que le Sdis 76 réalise à titre gracieux, pour le compte de la commune, le SCDECI.

ARTICLE 2 : LA REGLEMENTATION

Le SCDECI est prévu aux articles R. 2225-5 et l'article R. 2225-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, et constitue ainsi une déclinaison au niveau communal ou intercommunal du RDDECI.

ARTICLE 3 : LA DUREE

La présente convention entre en vigueur le XX XXXX XXXX (*date de signature de la convention*) et prend fin à compter de la réception du SCDECI par la commune.

ARTICLE 4 : LES MODALITES ET CONDITIONS DE LA PRESTATION REALISEE PAR LE SDIS 76

La réalisation et la mise à disposition du SCDECI est faite à titre gracieux.

La demande se fera par mail à l'adresse suivante gpat.prevision@sdis76.fr ou par courrier au 6 rue du verger 76190 YVETOT.

L'envoi des éléments nécessaires à la prestation et le SCDECI finalisé se fera par la voie dématérialisée.

ARTICLE 5 : LES MOYENS ET LES OBLIGATIONS

ARTICLE 5.1 : LES OBLIGATIONS DE LA COMMUNE

En ce qui concerne les données qui serviront à réaliser le SDECI, la commune s'engage :

- à collecter et à transmettre au Sdis 76 l'ensemble des éléments nécessaires à la réalisation dudit schéma ;
- à dresser l'état des lieux de la DECI existante et d'identifier les risques à prendre en compte en y intégrant leur évolution ;

- à planifier les travaux et investissements après l'analyse du renforcement de couverture réalisée par le Sdis.

ARTICLE 5.2 : LES OBLIGATIONS DU SDIS 76

Le Sdis 76 s'engage, à partir des éléments transmis par la commune, à :

- effectuer l'analyse des risques et de leur couverture ;
- réaliser les différentes cartographies relatives à la couverture des risques et à son renforcement ;
- rédiger le schéma communal de DECI conformément aux articles R. 2225-5 et R. 2225-6 du code général des collectivités territoriales ainsi que dans le respect des dispositions du RDDECI ;
- transmettre le SCDECI finalisé.

ARTICLE 6 : LA PROCEDURE DE REVISION

Le SCDECI pourra être révisé dans les cas suivants :

- le programme d'équipement prévu est réalisé ;
- le développement urbain nécessite une nouvelle étude de la couverture incendie ;
- les documents d'urbanisme sont révisés ;
- le territoire de compétence est modifié.

La révision fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITE ET COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Le Sdis 76 ne saurait être tenu responsable des éléments, transmis par la commune, sur lesquels repose la réalisation du SCDECI.

En cas de désaccord ou de litige entre le Sdis 76 et la commune, les parties s'efforceront d'abord de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans un délai de 2 mois.

Si le désaccord persiste, les litiges nés de l'application de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif de Rouen.

Fait en deux exemplaires originaux,

A , le

Le Maire,

A Yvetot, le

Pour le Président,
Et par délégation,
Le Directeur départemental,

Colonel hors classe Stéphane GOUZEC